

Editorial

Mouvements sociaux du Sud : diversité et tendances de fond

François Polet¹

Comme chaque année à la même période, ce numéro hors-série de la collection *Alternatives Sud* propose au lecteur un tour d'horizon des mobilisations sociales et démocratiques des sociétés civiles d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie. L'objectif d'*Etat des résistances dans le Sud-2008* n'a pas changé : offrir la possibilité à des auteurs locaux, chercheurs et/ou militants, de réaliser un état des lieux à la fois lucide et engagé des résistances sociales qui animent leurs sociétés respectives. En se posant une série de questions clés : quelles sont les forces en présences ? Quels sont les enjeux sur lesquels celles-ci se mobilisent ? A travers quels répertoires d'action et suivant quelles stratégies ? Quelle est la portée concrète de ces mobilisations et quelles sont les contraintes à la fois internes et externes qui pèsent sur leur développement ? Cette nouvelle livraison permettra d'une part de suivre l'évolution de dynamiques déjà abordées l'an passé, d'autre part de se pencher sur des pays que nous n'avions pas couverts dans les éditions précédentes.

Avant d'aller plus loin dans cette interrogation sur l'état des résistances au Sud, il nous paraît important de partager avec le lecteur trois convictions qui président à ce projet éditorial :

- Les mouvements sociaux sont *révélateurs des tensions et des aspirations* qui travaillent des sociétés dont les asymétries internes historiques, produit de leur trajectoire précoloniale, coloniale puis postcoloniale, sont exacerbées par les politiques économiques qui prévalent depuis une trentaine d'années. A côté d'autres phénomènes (migrations, fondamentalismes, économie informelle,...), ils jettent un éclairage sur la face sombre des processus de modernisation en cours au Sud. En d'autres mots, ils nous rappellent que la mondialisation est un jeu gagnants-perdants et que ces derniers ne sont pas distribués uniformément entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci.²
- A un certain nombre de conditions, ces mouvements constituent de *puissants vecteurs de changements sociaux et politiques*, dans la mesure où ils permettent à des groupes qui souffrent d'un déficit de représentation politique au sein d'Etats « importés » de faire exister leurs problèmes sur la scène publique. Tantôt ces changements s'imposent avec beaucoup de visibilité, pensons aux pays d'Amérique latine où de puissants mouvements populaires ont favorisé un ensemble de réformes sociales, économiques et constitutionnelles de grande ampleur, tantôt ils sont plus diffus, plus subtils, mais tout aussi déterminants, en témoignent les modifications dans les conceptions populaires du pouvoir qui font suite aux mobilisations en Guinée, au Burkina Faso ou en Egypte.
- Départissons-nous cependant du *biais « mouvementiste »* consistant à parer les mouvements sociaux de toutes les vertus et à tracer une frontière étanche entre ces derniers et la sphère institutionnelle, lieu supposé de tous les dévoiements. Les mouvements populaires ne sont pas nécessairement progressistes, ils adoptent parfois des stratégies corporatistes et sont eux-mêmes souvent le théâtre de luttes d'influence au sein desquelles les ambitions personnelles ou organisationnelles pèsent davantage que le débat stratégique. Car le mouvement social, par

¹. Sociologue, chercheur au CETRI (Centre tricontinental, Louvain-la-Neuve), coordinateur d'*Etat des résistances dans le Sud*.

². « Lorsque le cycle d'Uruguay s'est achevé, on a estimé que les nouveaux accords sur les échanges aboutiraient à une augmentation du revenu mondial comprise entre environ 212 et 510 milliards de dollars, mais aussi à une perte nette de 600 millions de dollars par an pour les pays les moins avancés et de 1,2 milliard de dollars pour l'Afrique subsaharienne » (Pnud, 2000, 83).

la visibilité et la reconnaissance qu'il offre à ses leaders, est aussi un tremplin de choix pour se lancer dans une carrière politique. Un regard un tant soi peu attentif constatera d'ailleurs que les allers-retours entre le « social » et le « politique », souvent légitimes, sont la règle davantage que l'exception.

Diversité et tendances de fond

S'intéresser aux mobilisations dans le Sud, c'est avant tout faire face à une immense diversité de situations. Les enjeux, les formes et les acteurs des contestations sont hautement dépendants des contextes nationaux : degré de démocratisation des systèmes politiques, stratégie de libéralisation de l'économie choisie par les élites (plus ou moins directe, plus ou moins profonde), représentations sociales du politique, mode de gestion de la contestation par les Etats, existence ou non de fractures socioethniques ou socioraciales héritées de l'histoire, etc. Si des lignes de forces régionales ou sous-régionales peuvent être dessinées à grands traits, exercice que nous tenterons plus loin, l'examen des comptes-rendus en provenance des trois continents fait apparaître deux évolutions majeures partiellement concomitantes, qui ne laissent pas d'inquiéter : la multiplication des conflits socio-environnementaux et la criminalisation des mouvements sociaux.

Multiplication des conflits socio-environnementaux

Bien que l'exploitation à grande échelle des ressources naturelles nationales soit au cœur des politiques de développement depuis l'ère des décolonisations, les stratégies d'extraversion adoptées par la majorité des économies du Sud ces dernières années ont considérablement accentué les pressions sur les environnements naturels et les populations locales qui en dépendent. A l'ère de la mondialisation néolibérale, les territoires, les ressources naturelles, les paysages sont déconnectés, arrachés de leurs fonctions sociales, économiques ou culturelles locales pour être envisagés du seul point de vue de leur valorisation sur les marchés internationaux.

Or, loin de la frénésie des capitales et des quartiers d'affaires, ils sont des centaines de millions – paysans, peuples autochtones, pêcheurs, ... – à tirer leur subsistance de l'exploitation des ressources de leur environnement immédiat – terre, forêt, rivières, mer. L'absence de prise en compte de leurs intérêts par les autorités locales ou nationales à l'heure de négocier les termes des contrats d'exploitation avec les opérateurs privés (nationaux ou transnationaux) est source de tensions sociales de plus en plus aiguës aux quatre coins de l'Asie, de l'Amérique latine et de l'Afrique.

Exploitations forestières, minières, pétrolières dopées par le rebond des prix internationaux des matières premières, grands ouvrages d'infrastructure (barrages, routes, gazoducs) visant à accélérer le transit des ressources naturelles et l'alimentation d'une croissance énergivore, pêche industrielle, dissémination de stations touristiques³ – autant de projets « sans égards » pour les écosystèmes et les populations locales qui font des millions de « victimes du développement », pour reprendre l'expression de militants asiatiques⁴. Depuis le début du millénaire, l'augmentation du prix des produits agricoles et l'euphorie qui entoure la montée en puissance des agrocarburants ont accentué la compétition autour des ressources foncières et hydriques entre les firmes agroalimentaires transnationales et les communautés paysannes et indigènes locales, au détriment de ces dernières.

³. Voir le numéro d'*Alternatives Sud* « Expansion du tourisme : gagnants et perdants » (2006).

⁴. Voir les deux publications du réseau ARENA (Asian Regional Exchange for New Alternatives) sur le thème : *The dispossessed. Victims of Development in Asia* (Raina, Chowdhury, Chowdhury, 1997) et *The Disenfranchised. Victims of Development in Asia* (Butalia, 2004).

Pour des raisons évidentes de fragilité des équilibres entre pression démographique et renouvellement des ressources naturelles, les conflits socio-environnementaux sont particulièrement vigoureux et nombreux en Asie. Shalmali Guttal et Jenina Joy Chavez évoquent notamment dans ces pages le cas plus récent du mouvement de contestation de Phulbari, au Bangladesh, où des dizaines de milliers d'habitants se sont soulevés contre un projet d'exploitation minière de Asia Energy/AEC, une compagnie britannique. Vinod Raina relève de son côté la multiplication des mobilisations villageoises contre l'extension des Zones économiques spéciales (SEZ) en Inde. Des conflits de même nature font rage au Pakistan, aux Philippines, en Thaïlande, en Indonésie, etc. Soulignons également la prolifération des émeutes rurales en Chine où, sur fond d'urbanisation galopante, les pouvoirs locaux abusent de leur autorité sur la distribution des concessions foncières dans leur zone d'administration.

Malgré une situation démographique aux antipodes de celle de l'Inde ou de la Chine, la montée des tensions autour de l'usage des ressources naturelles se vérifie également dans une Amérique latine en plein processus de « re-primarisation ». La revendication de « récupération des ressources naturelles », indissociable de la problématique ethnique dans la région andine, est au cœur des mouvements populaires qui ont mené à l'élection d'Evo Morales en Bolivie (et à sa décision de « nationaliser » les hydrocarbures) ou à l'expulsion d'Equateur en 2006 de la transnationale pétrolière étasunienne « Oxy ». En Colombie, au Brésil, au Paraguay, les mouvements paysans ont placé la lutte contre l'extension des « déserts verts » - ces monocultures de palmiers à huile, de soja, de canne à sucre, d'eucalyptus - au cœur de leurs campagnes.

Loin des discours aux accents prophétiques de la « diplomatie de l'agrocarburant » brésilienne, la nouvelle « terre promise »⁵ des investisseurs internationaux est le théâtre d'un durcissement du bras de fer qui oppose le Mouvement des paysans sans terre (MST) et le gouvernement Lula sur le modèle de développement agricole à adopter. Un peu plus au Sud, une mobilisation citoyenne de masse contre l'implantation d'une usine de cellulose sur les berges du fleuve Uruguay est au départ d'un conflit diplomatique qui empoisonne les rapports entre l'Uruguay et l'Argentine depuis 2006, deux pays dirigés par des gouvernements pourtant proches idéologiquement. Et dans le Chili voisin, c'est avec l'énergie du désespoir que les communautés Mapuche luttent pour sauver les derniers lambeaux de leurs terres traditionnelles de l'expansion d'une industrie forestière qui progresse de 50000 hectares chaque année.⁶

L'Afrique des « scandales écologiques » n'est bien sûr pas en reste. Dans un continent où, depuis les indépendances, les « rentes » des industries extractives et du secteur agricole fournissent l'essentiel de leurs revenus aux groupes dirigeants, les conflits autour des ressources naturelles s'assimilent davantage à des guerres, civiles ou interétatiques, ouvertes ou larvées, qu'à des conflits sociaux. Pour autant, et malgré des contextes extrêmement défavorables en termes de possibilité de contestation, les conflits opposant la population locale aux exploitants nationaux ou internationaux sont en plein essor : révoltes des communautés du Delta du Niger affectées par l'activité pétrolières⁷, luttes des pygmées du Cameroun assiégés par les compagnies forestières, pasteurs Massai de Tanzanie traduisant leur gouvernement en justice pour avoir laissé les compagnies minières tanzaniennes et les

⁵ *The Economist*, 12 avril 2007.

⁶ Voir le site de l'Observatorio Latinoamericano de Conflictos Ambientales: www.olca.cl

⁷ Région qui fournit 90% du pétrole du Nigeria mais qui est pourtant la plus pauvre du pays, car les cours d'eau qui fournissaient à la population son principal moyen de subsistance - la pêche - sont fortement pollués par plus d'une douzaine de sociétés pétrolières opérant dans les environs.

gros propriétaires terriens empiéter sur leurs territoires, conflits entre Blancs et Noirs autour de la délimitation et de la gestion des parcs naturels en Afrique australe, etc.

De toute évidence, ces tensions socio-environnementales vont en s'accroissant avec l'entrée en force des firmes chinoises sur le marché des ressources naturelles africaines. La succession de grèves dans les entreprises chinoises exploitant les mines de cuivre de Zambie en est une première manifestation. De l'avis des syndicalistes africains, la ligne de conduite des compagnies chinoises en matière de droits sociaux ou d'exploitation des ressources naturelles ne diffère pas de celle de leurs homologues occidentaux. Signe inquiétant pour les populations africaines, les entrepreneurs chinois se vantent d'aller là où aucun autre investisseur n'ose aller...

S'il fallait trouver un grand trait commun à ces conflits environnementaux d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, il s'agirait certainement de l'asymétrie qui les caractérise. D'un côté des opérateurs économiques disposant d'énormes moyens financiers et techniques, jouissant de la complicité des politiques locaux ou nationaux et incarnant le « développement » du pays; de l'autre des communautés locales isolées, vivant dans des régions retirées⁸, connaissant mal leurs droits, généralement dénuées des ressources matérielles et militantes qui permettent d'organiser une résistance un tant soi peu efficace.

En l'absence de relais politiques classiques, le sort de ces résistances dépend énormément de la capacité des villageois mobilisés à briser leur isolement – en trouvant des soutiens au sein des organisations paysannes, des ONG, des réseaux environnementaux ou des organisations internationales – et à projeter leur lutte au sein des espaces publics urbains et médiatiques – en perturbant le *business as usual* des centres-villes, en mettant en scène leur fragilité, leur « légitimité »... – en vue de gagner la sympathie de l'opinion publique.

Criminalisation de la contestation sociale

Corollaire du déficit de citoyenneté dont pâtiennent les populations affectées : le parti pris systématique des autorités en faveur des investisseurs et le recours disproportionné à la force contre les communautés comme mode de résolution du conflit. Le réflexe répressif s'observe en Amérique latine comme en Afrique ou en Asie : emprisonnement de familles entières de militants Mapuche au Chili, militarisation des régions riches en ressources au Nigeria, aux Philippines ou en Indonésie, répression policière meurtrière contre les manifestants de Phulbari au Bangladesh.

L'isolement des territoires convoités facilite l'utilisation de moyens extralégaux pour étouffer la contestation : recrudescence des assassinats de syndicalistes ruraux par des milices privées ou paramilitaires au Brésil et en Colombie, meurtres en série de dirigeants locaux sur fond de magie noire dans la région pétrolifère de Banhuwangi en Indonésie. Les témoignages de campagnes d'intimidation orchestrées en sous-main par les multinationales sont légion.

Le lien de cause à effet que Marielle Palau établit dans sa contribution à cet ouvrage entre l'extension du modèle *sojero* (monoculture du soja contrôlée par l'agro-business) au Paraguay, la multiplication des résistances paysannes et le rétrécissement des espaces démocratiques peut être étendu à bien des pays du Sud. Mais les sources de la tendance générale à la criminalisation des mouvements sociaux ne se résument pas à la problématique de la concurrence pour l'usage des territoires et des ressources naturelles.

Nous l'indiquions dans l'éditorial de l'édition 2007 d'*État des résistances dans le Sud* : à la faveur de l'assouplissement des conditionnalités démocratiques qui prévaut depuis le 11 septembre 2001, et sous couvert de lutte contre le terrorisme, quantité de gouvernements

⁸. Ces communautés sont d'autant plus vulnérables qu'elles appartiennent souvent à des minorités ethniques ou des populations autochtones mal représentées politiquement ou stigmatisées.

ont durci leur législation à l'encontre des mobilisations sociales. Les effets de la marginalisation de la priorité démocratique par l'impératif sécuritaire dans le discours des grandes puissances s'observent avant tout dans le raidissement autoritaire constaté dans les pays non démocratiques.

S'agissant du monde arabe, Sarah Ben Néfissa constate que « *les sociétés civiles arabes vivent à l'heure des désillusions après ce qu'il est possible de décrire comme les 'printemps' arabes* » et que ce retournement de situation est imputé par les militants eux-mêmes à « *la baisse des pressions externes, et notamment américaines, pour la démocratisation des systèmes politiques de la région* ». Quand le durcissement de la ligne répressive n'est pas directement impulsé par les États-Unis, comme c'est le cas au Pakistan, où la nouvelle législation antiterroriste adoptée dans la foulée des attentats du 11/09 accorde aux forces de sécurité des pouvoirs discrétionnaires qui leur donnent les coudées franches pour intimider les syndicats, les ONG et les médias.

Le tournant autoritaire ne se vérifie pas seulement chez les régimes traditionnellement « durs ». Les observations en provenance d'Afrique subsaharienne, d'Asie et même d'Amérique latine rassemblées dans cet ouvrage indiquent que les libertés civiques obtenues durant les « transitions démocratiques » des années 1980 et 1990 sont peu à peu grignotées par les mesures anti-terreur. En particulier dans les pays où les acquis démocratiques sont fragiles (pour être davantage une concession tactique aux bailleurs de fond occidentaux qu'une conquête d'un mouvement de masse), le changement de priorité de la communauté internationale a été décodé à leur manière par les élites dirigeantes, qui en ont tiré argument pour multiplier les entraves – légales ou extralégales – aux activités des organisations sociales et politiques les plus indépendantes⁹ et installer un climat d'impunité favorisant les exactions policières contre les militants politiques.

Ces deux tendances de fond « globales » esquissées, descendons d'un cran pour envisager un certain nombre d'enjeux davantage propres aux échelles régionales.

Amérique latine : mouvements populaires face aux pouvoirs de gauche

Quels sont les rapports entre les mouvements sociaux – paysans, syndicaux, indigènes, etc. – qui ont secoué les pays d'Amérique latine ces quinze dernières années et les forces politiques progressistes arrivées au pouvoir récemment ? Départissons-nous d'emblée de l'idée selon laquelle il y aurait d'un côté des gouvernements « véritablement à gauche » soutenus par les mouvements sociaux et de l'autre des gouvernements « modérés » dont le « *continuisimo* » serait unanimement rejeté par les acteurs populaires.¹⁰ Le panorama sociopolitique latino-américain est nettement plus complexe (*Alternatives Sud*, 2005). Si l'on exclut les cas « extrêmes » du Chili – où les mobilisations indigènes et étudiantes de ces dernières années ont adopté un profil franchement conflictuel – et du Venezuela – où la logique de polarisation qui prévaut depuis 2002 a entraîné un ralliement inconditionnel (et de plus en plus exigé comme tel) de la quasi-totalité des acteurs populaires au processus bolivarien – les rapports entre mouvements et gouvernements oscillent entre appuis sélectifs et tensions contrôlées.

⁹. Sans parler du déchaînement de violence dans la répression des mouvements indépendantistes commodément qualifiés de « fondamentalistes » (à Aceh en Indonésie, à Mindanao aux Philippines, dans le Sud de la Thaïlande ou dans la zone tamoule du Sri Lanka).

¹⁰. Déclinaison de la typologie commode des « deux gauches latino-américaines » selon laquelle il y aurait d'un côté les « modérés » – Bachelet au Chili, Kirchner en Argentine, Lula au Brésil, Tabaré Vázquez en Uruguay – de l'autre les « radicaux » - Castro à Cuba, Chavez au Venezuela, Morales en Bolivie, Correa en Equateur et Ortega au Nicaragua. Suivant les penchants politiques des commentateurs, les éloges vont soit aux premiers – ils sont « démocratiques », au contraire des gauches « populistes » - soit aux deuxièmes – ils sont « populaires » au contraire des gauches « néolibérales ».

Même au Brésil, où jusqu'aux patrons se plaignent du maintien d'une politique macroéconomique orthodoxe qui bride la croissance et l'emploi, le gouvernement Lula conserve la préférence, certes désenchantée, de la majorité de la société civile. L'attitude du Mouvement des sans terre mérite d'être relevée : alors que la ligne du mouvement est globalement hostile aux grandes orientations de la politique agricole gouvernementale (biais « pro-agrobusiness », absence de réforme agraire digne de ce nom, tolérance envers les OGM), ses membres n'ont pas hésité à rejoindre les manifestations d'appui au président lors de la crise de 2005 et ont voté en masse pour lui en 2007, tandis que ses dirigeants continuaient à considérer Lula comme « un ami »¹¹.

Cette indulgence du mouvement populaire brésilien à l'égard d'un gouvernement « qui n'a pas tenu ses promesses » tient à la fois du réalisme (un soutien par défaut : « c'est Lula où le retour de la droite antisociale ») et du volontarisme (« seule la pression populaire peut faire pencher le gouvernement du bon côté »). Elle s'explique aussi par la participation des mouvements sociaux à une kyrielle d'espaces de concertation et autres commissions mixtes qui épuise les ressources militantes et génère une dépendance politique et financière croissante à l'égard de l'administration du Parti des travailleurs.

Malgré la multiplication des gestes forts (nationalisation du gaz, assemblée constituante, réforme agraire) et l'utilisation d'une rhétorique accentuant le caractère « refondateur » des processus en cours, cette tension entre critique et appui se retrouve en Bolivie et en Equateur. Appuyé par un réseau d'organisations civiles et de courants de gauche passablement hétéroclite, le ministre Correa sait qu'il lui reste encore à gagner la confiance du mouvement indigène, affaibli, divisé et échaudé par sa participation « ratée » au gouvernement de Guttiérrez en 2003.

Comme le relève Pablo Stefanoni pour la Bolivie, l'appui des organisations populaires n'obéit pas uniquement à des motivations d'ordre politique : « *si les syndicats, les associations d'habitants (organizaciones de vecinos) et les communautés indigènes ont des phases d'expansion hégémonique et agissent en tant que mouvements sociaux durant les pics de mobilisation – lors des guerres du gaz de 2003 et 2005 par exemple – ils se replient ensuite sur leurs intérêts corporatistes à partir desquels ils négocient 'à l'ancienne' avec l'État – en usant de moyens de pression comme les barrages routiers* ». En Argentine, le président Kirchner a froidement exploité cette dimension « économique » de la contestation sociale en captant une partie importante du mouvement des chômeurs - les *piqueteros*, à la pointe du soulèvement de 2002 – dans les rets « néo-péronistes » de la distribution des aides sociales.

Cela étant, on retiendra le maintien remarquable de l'adhésion populaire aux projets « nationalistes », « développementistes » ou « bolivariens » portés par Correa, Morales, Chavez et même Lula, malgré le feu nourri de critiques et de diffamations des secteurs conservateurs horrifiés à l'idée de céder la direction du pays à un ouvrier, un indien ou un métis. Des succès populaires qui, il est vrai, doivent beaucoup à la mise en place de programmes sociaux d'envergure. Et à la personnalisation croissante à laquelle les nouveaux régimes ont recours pour asseoir leur légitimité face au discrédit des institutions politiques et à l'hostilité ouverte de l'*establishment*.

Afrique : faiblesse chronique des sociétés civiles

Les caractéristiques des systèmes postcoloniaux africains rendent particulièrement difficile l'émergence d'une contestation sociale autonome et structurée. Jean-François Bayart estimait en 1989 déjà que « *le trait saillant des dernières décennies est l'absence, au sud du Sahara, de tout agent collectif capable ou désireux de prendre la tête d'un mouvement social*

¹¹. Interview de Gilmar Mauro dans *Le Monde* du 17 Mai 2005

aspirant à la totalité » et que si « des soulèvements urbains ou ruraux » ont bien eu lieu qui, le cas échéant « ont ébranlé les autorités en place, ont dévasté des capitales, ont arraché des changements politiques (...) la redistribution générale des cartes que ces événements paraissaient annoncer n'a pas eu lieu (...) » (Bayart, 1989).

Les libéralisations politiques des années 1990 n'ont que marginalement entamé cette capacité de cooptation, d'intégration et de neutralisation des oppositions démontrée par les régimes africains. En particulier dans ces pays où elles ont été « décrétées » par les élites au pouvoir, elles ont moins débouché sur la constitution d'espaces publics autonomes que sur une modification des modalités d'accès aux ressources économiques et de contrôle des systèmes politiques locaux par les mêmes réseaux de pouvoir.

Et contrairement aux apparences, la prolifération d'organisations non gouvernementales dans la majeure partie des pays africains ces quinze dernières années n'a pas entraîné la structuration de contre-pouvoirs dignes de ce nom. L'essentiel de cette société civile gravite autour des administrations nationales ou des délégations locales des bailleurs de fond qui dispensent projets et financements, et face auxquelles la possession d'une expertise technique et gestionnaire compte davantage qu'une représentativité sociale quelconque.

Certains dirigeants d'ONG ont d'ailleurs la franchise de dire tout haut l'autocensure à laquelle condamne cette dépendance matérielle : « On ne mord pas la main qui nous nourrit ». ¹² La surreprésentation de ces ONG consensuelles ou historiquement proches des pouvoirs au sein des espaces de consultation de la société civile mis en place dans le cadre des « stratégies de lutte contre la pauvreté » rend d'autant moins audible la voix des organisations les plus indépendantes qui refusent d'endosser les réformes économiques libérales « ficelées » par les institutions financières internationales.

Car des acteurs sociaux existent – organisations syndicales, paysannes, des droits de l'homme – qui dénoncent les stratégies prédatrices des clans au pouvoir, les effets sociaux désastreux des programmes d'ajustement structurel et autres cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté ou les restaurations autoritaires auxquelles on assiste au Nigeria, au Kenya, au Burkina Faso et ailleurs.

Deux mouvements sociaux méritent plus particulièrement d'être étudiés pour avoir joué jusqu'au bout la carte des revendications populaires en dépit des manœuvres d'intimidation et de récupération déployées par les politiques : le mouvement nigérien « contre la vie chère » de mars 2005 et le mouvement populaire guinéen de janvier 2007. Ils démontrent l'influence décisive des organisations de la société civile les plus crédibles et les plus combattives dans des contextes de paupérisation, de délabrement institutionnel et de dépolitisation des enjeux de développement. Et augurent de futures mobilisations de masse sur le continent...

Monde arabe : retours de bâton contre les mobilisations démocratiques

Dans son tour d'horizon des sociétés civiles du monde arabe, Sarah Ben Néfissa constate que « la majorité des scènes civiles et politiques arabes a été marquée par une réactualisation autoritaire des régimes et par ce qu'il faut bien appeler un 'retour de bâton' contre les mobilisations civiles et politiques des années précédentes et contre les nouvelles formes de protestation et d'action collective auxquelles elles ont donné lieu ».

¹². La promiscuité avec les sphères de l'État est d'autant plus grande que beaucoup de ces organisations sont également de plus en plus « de simples itinéraires de captation de ressources financières additionnelles et de constitution de patrimoines privés dans un contexte de reconversion économique des anciens dignitaires politico-bureaucratiques », comme le soulignait Yves Chouala à propos du Cameroun dans *État des résistances dans le Sud-2007*.

En Égypte, en Syrie, au Maroc, un nombre croissant de mobilisations civiles – pour la démocratie et l’Etat de droit, contre la connivence des pouvoirs avec l’interventionnisme étasunien dans la région – et sociales – contre le chômage, les privatisations d’entreprises d’État, les pénuries d’eau, etc. – laissaient espérer que la région s’engage à son tour dans un processus de transition démocratique. Et démontaient l’argument, inlassablement répété par les autorités arabes pour justifier les états d’exception, suivant lequel la terreur islamique était la seule alternative au *statu quo*.

Une des caractéristiques les plus novatrices des « printemps arabes » avortés résidait dans la jonction, certes inachevée et problématique, entre des tendances politiques traditionnellement antagoniques - libéraux, communistes, nassériens et islamistes modérés - sur un socle de revendications démocratiques de base. Ce dialogue entre les oppositions était d’autant plus révolutionnaire que les pouvoirs arabes se sont longtemps ingéniés à jouer les uns contre les autres pour mieux asseoir leur hégémonie.

Mais, à Damas comme au Caire, la fragilité de ces réseaux militants résidait surtout dans leur manque d’ancrage populaire (ils sont essentiellement composés de juristes, d’universitaires et de membres des professions libérales) et dans leur dépendance excessive de l’existence de pressions extérieures. Plusieurs militants estiment que l’élargissement de ces revendications démocratiques aux grèves et autres manifestations d’insatisfaction sociale directement liées au quotidien des majorités aurait donné davantage d’assise à la contestation. Paradoxalement, cette absence de contagion populaire n’explique-t-elle pas aussi la relative tolérance dont ont fait montre les autorités dans un premier temps ?

Il n’en reste pas moins que ces mobilisations civiles ne seront pas sans lendemain. Car en défiant publiquement les autorités durant plusieurs mois, elles ont « cassé la culture de la peur » qui prévaut dans ces pays, pour reprendre une expression de Sarah Ben Néfissa, et durablement marqué l’imaginaire politique des populations arabes. Elles mettent aussi en question l’idée, largement répandue dans l’imaginaire occidental, d’une « exception arabe » qui suppose une incompatibilité culturelle entre islam et aspiration démocratique et justifie le traitement particulier dont la région est l’objet de la part de l’Occident, comme les réactions à la victoire électorale du Hamas palestinien l’ont à nouveau démontré.

Asie : multiplication des contestations à la base et régressions démocratiques

La fascination des commentateurs pour les taux de croissance vertigineux des économies asiatiques a longtemps laissé dans l’ombre les résistances des millions de laissés-pour-compte des miracles économiques de la région. Bien que leur force et leur degré d’organisation varie beaucoup d’un contexte à l’autre – ils sont tantôt fragmentés (en Chine, en Indonésie), tantôt davantage structurés à l’échelle nationale (en Inde, en Thaïlande) – ces mouvements de « victimes du développement » se multiplient dans tous les pays de la région.

L’Inde est certainement le pays asiatique où ces mobilisations ont le plus d’ampleur et d’impact. Du fait de la prégnance, depuis la décolonisation, de forts courants progressistes et gandhiens au sein de la société civile, mais également des pressions économiques et environnementales intenses que subit une population qui, le boom du secteur des services informatiques l’a un peu vite fait oublier, continue à dépendre à 70% de l’agriculture. L’activisme des mouvements paysans, d’habitants expulsés, des tribus et des dalits a fortement contribué à la victoire en 2004 de l’Alliance progressiste unie (centre gauche). La présence de partis de gauche proches des mouvements sociaux au sein de cette coalition semblait indiquer la possibilité d’un infléchissement des politiques socialement les plus désastreuses. Trois ans plus tard, le bilan socioéconomique du gouvernement est plus que maigre, les politiques agricoles et industrielles les plus néfastes pour les communautés locales

n'ont pas subi de modification majeure et les tensions entre mouvements sociaux et partis de gauche s'exacerbent.

La contestation sociale enfle également en Chine, où les chiffres officiels indiquent que le nombre d'« incidents de masse » (émeutes, manifestations, pétitions) est passé de 10000 en 1994 à 84000 en 2004. Dans leur immense majorité, ces contestations rurales, urbaines ou ouvrières restent isolées et fragmentées. En effet, les manifestants ont tendance à diriger leur mécontentement contre les responsables immédiats des injustices sociales subies – gouvernements locaux, promoteurs immobiliers, dirigeants d'entreprises – et à solliciter l'intervention des autorités centrales en leur faveur.

Jusqu'à quand celles-ci seront-elles épargnées par le mécontentement populaire ? Car malgré les dénonciations officielles des abus commis à la campagne ou à l'usine, le gouvernement central se met presque systématiquement du côté des autorités locales (dont dépend l'autorité du parti dans les villages) et des entrepreneurs (qui garantissent la compétitivité des entreprises chinoises) au détriment des droits élémentaires de la population. Comme l'indique Han Dongfang s'agissant du mouvement ouvrier, « *si les travailleurs continuent à se voir refuser le droit et les moyens institutionnels de négocier avec leurs employeurs, ils finiront par retourner leur colère contre le gouvernement* ».

Parallèlement aux conflits socio-environnementaux, la question démocratique reste au cœur des mobilisations dans la majorité des autres pays d'Asie. Au Pakistan et en Birmanie bien sûr, où l'année 2007 a vu des mouvements civils défier les juntes militaires au pouvoir, mais aussi au Népal, où un large mouvement populaire a mis fin à l'autocratie royaliste en avril 2006. Elle reste centrale également dans les pays d'Asie du Sud-Est (Indonésie, Philippines et Thaïlande), où les transitions des années 1990 ont rétabli les libertés politiques sans entraîner de progrès en matière de citoyenneté sociale.

Le manque d'adhésion populaire à ces « démocraties de notables » n'est pas pour rien dans la militarisation rampante que connaissent ces pays. Ce retour des militaires se fait clairement au détriment de l'activité des mouvements populaires en Indonésie et aux Philippines, où les campagnes d'intimidation contre les militants se multiplient. Il s'est déroulé différemment en Thaïlande, où une partie de la société civile a soutenu le coup d'État de septembre 2006 contre le régime de Thaksin. Cette situation paradoxale illustre les dilemmes qui se posent aux mouvements sociaux dans les contextes de faible légitimité des nouvelles institutions démocratiques.

Altermondialisme aux accents souverainistes

Cette entrée en matière de l'état des résistances dans le Sud serait incomplète si elle n'abordait pas la question de l'altermondialisme et des convergences internationales des acteurs sociaux au Sud.

Bien que les sociétés civiles du Sud soient un terrain moins fertile à la propagation des idées altermondialistes, tant « *la fluidité de la circulation, entre les échelons national et international, de répertoires d'action, d'enjeux politiques, de savoirs et de savoir-faire, de ressources organisationnelles, et de militants, semble moindre qu'au Nord (...)* » (Gobille et Uysal, 2005), nombre de campagnes et de rassemblements mettent en évidence la progression des enjeux internationaux au sein des mobilisations des pays du Sud. Les Forums sociaux mondiaux ou régionaux à Porto Alegre, Quito, Mumbai, Karachi, Bamako et plus récemment à Nairobi ont puissamment contribué à la diffusion des revendications altermondialistes et à l'amplification des campagnes régionales - contre la Zone de libre-échange des Amériques,

contre la Banque asiatique de développement ou contre les Accords de partenariat économique UE-ACP.¹³

Les formes prises par les mobilisations altermondialistes au Sud sont hautement dépendantes de perceptions nationales toujours lourdement marquées par les expériences collectives, relativement récentes, de la colonisation et de la décolonisation. La notion d' « altermondialisme » est d'ailleurs problématique pour qualifier ces mobilisations, tant domine en leur sein la conviction que la « mondialisation » n'est que le masque d'un projet de re-subordination du Sud aux intérêts des pays du Nord.

C'est pourquoi les institutions financières internationales et l'OMC ne sont pas tant critiquées pour être empreintes d'idéologie libre-échangiste que pour être les instruments de l'entreprise néocolonialiste visant à forcer l'ouverture des marchés et l'accès aux richesses naturelles des pays du tiers-monde. Il importe donc davantage de réaffirmer la primauté de la souveraineté nationale sur les processus internationaux que de vouloir réformer les institutions globales dans le sens de l'environnement ou de la justice sociale.

Cette perception de l'international explique pourquoi les expériences « nationalistes » du Venezuela, de Bolivie et d'Equateur, où l'on a « récupéré » les ressources naturelles et « remercié » les représentants du FMI et de la Banque mondiale, sont considérées par la plupart des militants - en Amérique latine et bien au-delà - comme l'étoile à atteindre. Elle explique aussi nombre de malentendus entre altermondialistes du Sud, attachés à l'idée d'un internationalisme de nations souveraines, et du Nord, sensibles à l'idée de « biens publics mondiaux » échappant aux velléités des nations individuelles. Les réactions contradictoires suscitées par l'hypothèse d'une internationalisation de l'Amazonie illustrent assez bien ce genre de déphasage culturel.

Cette attitude face à la mondialisation aide aussi à comprendre une tension inhérente à la démarche altermondialiste dans nombre de pays du Sud. Comment articuler les mobilisations civiles et sociales contre des régimes oppressants sur le plan interne à un soutien populaire de ces mêmes régimes lorsqu'ils s'engagent dans des bras de fer internationaux visant à modifier les rapports de force qui leur sont défavorables ? Le fameux discours à l'OMC du président burkinabé Compaoré en défense des producteurs de coton ouest-africains injustement pénalisés par les subsides étasuniens est un exemple typique des ambiguïtés propres à l'altermondialisme au Sud. Blaise Compaoré a été pour l'occasion soutenu par les réseaux d'organisations paysannes d'Afrique de l'Ouest et les ONG internationales, alors que les politiques autoritaires et néolibérales du même homme sont combattues avec acharnement par les organisations des droits de l'homme et les syndicats de son pays depuis des années.

Ce dilemme n'existe évidemment pas dans les pays à la fois démocratiques et sociaux sur le plan interne et « tiers-mondiste » sur la scène internationale, comme la Bolivie par exemple, ni face à des gouvernements à la fois autoritaires et néolibéraux chez eux et soumis à l'agenda étasunien pour ce qui est de l'étranger, comme l'Egypte de Moubarak. Il est particulièrement aigu par contre en Malaisie ou en Iran, d'autant que ces pouvoirs ont beau jeu d'utiliser le supplément de popularité interne que leur confère leur posture nationaliste dans les enceintes internationales pour disqualifier ou museler les oppositions sociales et politiques les plus légitimes. Mais cette tension se ressent aussi au sein des mouvements sociaux du Brésil ou d'Afrique du Sud, dont les gouvernements mènent des politiques

¹³. Relevons également l'importance des Forums sociaux nationaux dans cette « socialisation à l'international ». Comme l'indique Elie Ngoma-Binda à propos du premier forum social de RDC, ils réalisent « *tout au moins deux coups en un* » en permettant aux sociétés civiles nationales de rejoindre « *décidément* » le mouvement international altermondialiste en œuvre depuis 2000, et de faire « *un pas nouveau vers la possibilité d'intégration nationale pour une action globale vigoureuse* ».

économiques plutôt orthodoxes en interne tout en suivant une ligne diplomatique aux accents tiers-mondistes...

Bibliographie

- Alternatives Sud (2005), *Mouvements et pouvoirs de gauche en Amérique latine*, Vol.XII, n°2, Louvain-la-Neuve – Paris, Cetri-L’Harmattan.
- Alternatives Sud (2006), *Expansion du tourisme : gagnants et perdants*, Vol.XIII n°3, Louvain-la-Neuve – Paris, Cetri-L’Harmattan.
- Alternatives Sud (2006), *Etat des résistances dans le Sud – 2007*, Vol. XIII n°4, Louvain-la-Neuve – Paris, Cetri-L’Harmattan.
- Bayart Jean-François (1989), *L’Etat en Afrique – La politique du ventre*, Paris Fayard.
- Bennani-Chraïbi M., Fillieule Olivier (2003), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Butalia U. (2004), *The Disenfranchised. Victims of Development in Asia*, Hong Kong, Arena Press.
- Gobille B. et Uysal A. (2005), « Cosmopolites et enracinés », in *Radiographie du mouvement altermondialiste*, Paris, La Dispute.
- Raina, Chowdhury, Chowdhury (1997), *The Dispossessed. Victims of Development in Asia*, Hong Kong, Arena Press.